

*La globalisation et la reproduction
de l'hégémonie des États-Unis.*

Saïda Bédar

Octobre 2019

Les Etats-Unis semblent aujourd'hui bénéficier d'une position hégémonique incontestée dans un nouvel ordre global qui est loin d'être « multipolaire ». Or les modalités de la compétition entre acteurs-puissances globaux pourraient à terme remettre en cause cette hégémonie, notamment par le biais de ce qu'on pourrait qualifier de course à la « supériorité asymétrique ». Dans l'ensemble des domaines la compétition est caractérisée par un ajustement des voies et moyens selon des postures préemptives, parfois hors les normes internationales jusque là en vigueur, comme la diplomatie ouverte basée sur le droit international public, les régimes de contrôle de l'armement, le principe de non-ingérence, etc. Les effets d'escalade de la préemption induisent une course aux capacités asymétriques, c'est-à-dire avec la recherche de ruptures stratégiques et normatives et de sauts technologiques qui permettront de garantir l'influence et l'accès aux espaces critiques dans tous les domaines (air-terre-mer-espace exo-atmosphérique et cyberspace), tout en limitant l'accès aux compétiteurs/adversaires. L'asymétrisation des stratégies des Etats acteurs-puissances est largement un effet de la globalisation qui a modifié les modes de production et d'emprises sociospatiales¹.

En effet, la globalisation, en tant que nouvelle étape du mode de production et d'accumulation capitaliste, a généré une nouvelle division internationale du travail favorisant le transfert de technologies et les effets de rattrapage des nations émergentes bénéficiant d'avantages comparatifs (main d'œuvre bon marché semi-qualifiée, espaces de production agglomérée intérieurs et transfrontaliers, ressources naturelles, etc.). Mais la globalisation suppose également la recomposition politique du système interétatique sur d'autres bases que l'équilibre des puissances, que la garantie de la loi internationale pour la souveraineté territoriale des États et la liberté de commerce à travers les différentes juridictions politiques. En remettant en cause la structure institutionnelle interétatique et les équilibres géopolitiques issus de l'ère industrielle, la globalisation crée un domaine normatif en devenir que les acteurs-puissances tentent aujourd'hui d'influencer selon leurs intérêts.

¹ Ces mutations des échanges et espaces sociaux sont dues à : la « révolution de l'information » qui permet la rapidité des flux (capitaux, biens, idées et personnes) et la flexibilité de la gestion industrielle et logistique; l'extension des réseaux des firmes transnationales ; le développement des blocs commerciaux régionaux et la libéralisation du commerce international. En tant que nouvelle étape du mode de production et d'accumulation capitaliste, la globalisation a généré une nouvelle division internationale du travail favorisant le transfert de technologies et les effets de rattrapage des nations émergentes bénéficiant d'avantages comparatifs (main d'œuvre bon marché semi-qualifiée, espaces d'agglomération intérieurs et transfrontaliers, ressources naturelles, etc.).

C'est désormais dans ce contexte de (hyper)compétition multidimensionnelle que les Etats-Unis tentent de reproduire leur hégémonie globale, selon trois ordres : l'influence et la norme ; l'hégémonie du dollar ; la rupture techno-militaire.

De la bipolarité à l'unipolarité ?

L'hégémonie des Etats-Unis s'est établie après les deux guerres mondiales, alors que les puissances européennes étaient considérablement affaiblies et que la puissance de l'Union soviétique communiste s'affirmait. Les Etats-Unis produisirent alors un effort d'aide économique (le plan Marshall, l'aide aux nouveaux alliés asiatiques), et mirent en place une architecture institutionnelle internationale en vue de réguler le système économique mondial (Bretton Woods, le FMI, la Banque Mondiale, la parité dollar-or). Il est question d'hégémonie (et pas d'impérialisme ou autre) quand un Etat prend en charge la régulation des échanges économiques et des relations internationales, en vue in fine de préserver sa propre puissance — le maintien du libre échange, de normes de droit et de transparence, de gestion des conflits, de l'accès aux ressources, garantissant la défense des intérêts nationaux.

Si la guerre « froide » et l'endiguement du communisme (*containment*) ont corroboré une stratégie de la défense de l'économie mondiale capitaliste et du système régulant les relations interétatiques, la fin de cette guerre n'a rien changé quant aux formes de l'interventionnisme de l'hégémôn américain. Dans les faits, avant même l'écroulement de l'URSS, au cours des années 1970 et 1980, les bases de l'interaction avec le système-monde ont été renouvelées : la fin de la parité dollar-or ; de nouveaux motifs d'ingérence-intervention sont établis (prolifération des armes de destruction massive ADM, terrorisme, trafic de drogue, violation des droits de l'homme). Après la guerre froide et dans un contexte d'émergence de nouvelles puissances — les BRIC et tous les *mid-powers* qui commencent à vouloir protéger leurs intérêts en limitant l'accès aux espaces de souveraineté — les anciens instruments de contrôle et d'influence sont remaniés et combinés.

La norme et l'influence

La force normative des Etats-Unis est assurée par leur place dominante au sein des organisations intergouvernementales, en particulier les institutions financières

ÉTUDES & ANALYSES du FORUM TRANSITIONS

internationales², mais aussi par le poids des entreprises transnationales et des organisations non-gouvernementales internationales américaines. Les Etats-Unis, aux côtés des Etats occidentaux, s'efforcent aujourd'hui de recomposer le champ institutionnel international selon un système unifié tri-sectoriel d'influence et de contrôle de la décision, en intégrant les instruments de l'Etat et les relais de la société civile, en vue d'une politique globale de normalisation, d'influence et d'intervention, y compris dans son volet militaire.³ Le modèle de la gouvernance tri-sectorielle conjugue la puissance et la portée globale des Etats et des organisations intergouvernementales (il y en a près de 7650)⁴, des entreprises transnationales (82.000 et 810.000 filiales, représentant 84% des flux d'investissements mondiaux et 60% du commerce mondial)⁵, et des grandes organisations non-gouvernementales internationales (61.000 ONG en très grande partie américaines et européennes)⁶. Il s'agit d'un mode de gouvernance et de praxis stratégique particulièrement complexe car il induit des frontières souples et poreuses, parfois des zones grises — nébuleuses criminelles, évasion fiscale à grande échelle, collusion avec les services étatiques de renseignement, financements occultes de l'action politique, etc. Ainsi, les montages financiers et les chaînes de valeurs globales (*global value chains*)⁷ des entreprises transnationales sont devenues si complexes que le statut juridique de ces dernières devient flou et que leur quête d'optimisation fiscale les mène à la limite de la « malfaisance » (selon les termes de la CNUCED)⁸. Les Etats occidentaux seraient plus bénéficiaires que victimes de cette situation « grise » des structures des entreprises transnationales dans la mesure où ces dernières sont à 84% en propriété directe aux Etats-Unis et en Europe (contre 29% en Asie, 19% en Amérique Latine, 18% en Afrique)⁹. Les entreprises transnationales par leur poids économique, leur capacité d'influence sur les décideurs politiques (intérêts de classe, puissance de financement), leur capacité d'innovation technologique, et leur

² Ainsi, au FMI, avec 16,4% des droits de votes, les Etats-Unis conservent leur droit de veto et décident des orientations de la politique du Fond. Ensuite on trouve le Japon (6,1% des droits de votes), la Chine (6%), l'Allemagne (5,3%), la France (4,3%) et le Royaume-Uni (4%). Les quotes-parts sont calculées en fonction du PIB, du degré d'ouverture de l'économie, des variations économiques et des réserves officielles de change.

³ Les ONG et les entreprises transnationales font désormais partie des plans d'action du Pentagone, essentiellement dans les phases de contrôle post-conflit. Voir le document de doctrine *Joint Publication 3-57, Civil-Military Operations*, 9 July, 2018. Extrait (p. VII) : « United States Government (USG) policy initiatives, national security directives, joint strategies, and military doctrine reflect a growing appreciation of the need to leverage more nonmilitary tools and representative elements of the instruments of national power such as interagency partners (e.g., Department of State) and private sector, in order to build a more effective and balanced strategy. »

⁴ *Yearbook of International Organizations 2017 – 2018*, Vol. IV, Statistics, Union of International Associations, 2017, p. 31. <https://eclass.unipi.gr/modules/document/file.php/DES237/Yearbook%20of%20international%20organizations.pdf>

⁵ UNCTAD *World Investment Report*, 2009, p. xxi http://unctad.org/en/docs/wir2009_en.pdf ; UNCTAD *World Investment Report*, 2013 p. x. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2013_en.pdf

⁶ *Yearbook of International Organizations 2017 – 2018*, opus cité, p. 31

⁷ Global value chains (GVCs) : biens et services intermédiaires échangés selon des processus de production mondialement dispersés et fragmentés, par les entreprises transnationales (via des hubs par leurs filiales et des partenaires contractuels locaux). Les GVC représentent 80% du commerce mondial. Voir UNCTAD *World Investment Report*, 2013...opus cité p. x

⁸ idem

⁹ UNCTAD *World Investment Report*, 2016, p. 152, http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2016_en.pdf

positionnement préemptif transnational (anticipation-influence sur la normalisation politique, investissement dans les zones de crises et conflits) obtiennent de facto un statut d'acteurs stratégiques.

Les ONG internationales ont au sein du tissu social des pays-cibles une portée plus grande et en apparence plus neutre que celle des Etats et des entreprises. Elles sont plutôt malléables par les acteurs étatiques (et interétatiques) car elles sont financièrement dépendantes des donateurs, et dans la grande majorité des cas elles sont des exécutantes de projets dont elles n'ont pas supervisé l'élaboration. Le recours aux ONG par les Etats et les organisations intergouvernementales permet également un certain niveau de transparence par rapport aux dons directs octroyés aux autorités locales (au vu de la corruption) et donc d'efficacité dans l'exécution des programmes d'ajustement structurel, d'ingénierie sociale, de pacification, de contrôle environnemental, etc. Via ces programmes, elles contribuent au processus d'externalisation des politiques publiques des pays-cibles. Elles sont parfois présentées comme des institutions qui pourraient pallier, voire remplacer, des Etats défaillant dans la gestion de ressources considérées comme « patrimoine global » - — c'est le cas de la volonté de dessaisir le Brésil et le Congo de leur pleine souveraineté sur leurs forêts tropicales qualifiées de « poumons de la planète ». ¹⁰

Le dollar : le facteur asymétrique par excellence

La réorganisation « trisectorielle » de la puissance normative des Etats-Unis devra nécessairement, à plus ou moins long terme, poser la question du rôle hégémonique du dollar. L'hégémonie monétaire est le terme employé par les économistes pour désigner l'Etat dont la monnaie a une fonction de régulation sur le système monétaire international, disposant ainsi : du contrôle du moyen des échanges économiques internationaux ; de la maîtrise de l'unité de compte internationale et de l'unité de réserves monétaires mondiales (68% de ces dernières sont en dollars aujourd'hui) ; d'un contrôle de l'accès au crédit international ; d'une absence de contrainte de sa balance des paiements ; de la possibilité

¹⁰ La « préservation de la biodiversité » proposée par les Etats occidentaux et leurs relais privés, implique en fait une exploitation « durable » sur le long terme des ressources. Plutôt que de voir les Etats concernés exploiter les ressources avec peut-être des vues à court terme et des moyens obsolètes et destructeurs, l'exploitation par les entreprises transnationales (sous contrôle des agences onusiennes et des ONG) serait plus adaptée. Les transnationales visent en fait l'exploitation de « l'or vert » à des fins pharmaceutiques, biogénitiques/biochimiques et bioénergétiques, selon des process innovants qui risquent de déposséder les populations indigènes, non seulement de leur terres et modes de vie mais aussi d'un patrimoine naturel (par le biais des « brevets » que les transnationales déposeraient empêchant les populations locales d'exploiter librement les ressources). En Amazonie et dans le Bassin du Congo on trouve également les gisements de « terres rares » (nécessaires aux composants électroniques) les plus importants au monde.

de supporter un lourd taux d'endettement (la dette de l'Etat américain est aujourd'hui de 22.770 milliards de dollars soit 105% du PIB)¹¹.

Les Etats-Unis ont mis en œuvre les accords Bretton Woods au sortir de la deuxième guerre mondiale pour assoir leur hégémonie monétaire, notamment en s'assurant en parallèle le contrôle du Fond Monétaire International et de la Banque Mondiale, pour ensuite imposer, en 1973, la fin de la parité dollar-or, et depuis lors en empêchant l'émergence d'un nouveau système régulé. Les propositions régulièrement mises sur le devant par des Européens, la Russie, la Chine (et les pays asiatiques victimes de l'appréciation soudaine du dollar contre leur monnaie et la crise de la dette consécutive en 1997), consisterait en un système de réserve monétaire globale gérée par une instance centrale internationale — à la manière de la monnaie-unité de compte supranationale « bancor » que l'économiste Keynes avait proposée à la première conférence de Bretton Woods (en juillet 1944). L'économiste Joseph Stiglitz, prix Nobel 2001, s'est dit en faveur d'un tel système avec les Droits de tirage spécial du FMI qui pourraient prendre la place d'une unité de compte supranationale, en arguant que l'hégémonie du dollar ne fait qu'assurer aux Etats-Unis une rente permanente, rente payée par des pays qui ne peuvent pas toujours se le permettre (une sorte d'aide au développement inversée).¹² On pourrait ajouter que la position hégémonique du dollar permet aux Etats-Unis de s'endetter y compris pour financer les guerres et l'interventionnisme dans ces pays mêmes, à la périphérie des Etats-puissances jugés comme compétiteurs ou hostiles aux Etats-Unis.

Le sens du bras de fer commercial actuel entre les Etats-Unis et la Chine, porte bien plus sur la monnaie (et les capitaux / l'accès aux technologies innovantes¹³) que sur le commerce en soi. La critique chinoise, rejoint en cela par les autres Etats-puissances émergents, estime que le système commercial international est dans un déséquilibre permanent où les Etats-Unis produisent des dollars et le reste du monde produit des biens

¹¹ <https://www.usdebtclock.org>

¹² « New reserve currency could come quickly — Stiglitz », *Reuters*, March 26, 2009 : « Stiglitz said the effect of the dollar reserve system is that developing countries have been lending the United States trillions of dollars at almost zero interest rates when they themselves desperately need that money. "It's a net transfer, in a sense, to the United States of foreign aid," he said. » <https://www.reuters.com/article/financial-sdr-stiglitz/refile-new-reserve-currency-could-come-quickly-stiglitz-idUSN2650403720090326>

¹³ L'innovation technologique est aujourd'hui le fait des entreprises globalisées. Ce qu'on nomme « globalisation technologique » ou « technocapitalisme » est une évolution du capitalisme à travers la compétition fondée sur la connaissance et l'anticipation, incitant à l'innovation rapide du management et des technologies (numérique, communications, logistique, traitement de l'information, nano et biotechnologies). L'accumulation technologique s'opère par les effets de raccourcissement des cycles-temps de R&D et prototyping, de concentration des firmes et de délocalisation / translocalisation de la R&D et de la production. Les relations en réseaux inter-firmes multiplient les effets de l'innovation et la réduction des coûts, par les arrangements d'externalisation (de la logistique avec les third-party logistics 3PL, de l'information avec les « infomediaries » donnant l'information en temps réel sur l'état des marchés et du trafic, des services administratifs et comptables dans les hubs délocalisés) et de joint-ventures, mais aussi par les alliances pour la recherche (research unit-to-research unit, R2R).

qui ne peuvent être achetés qu'avec des dollars. Les Etats en développement sont particulièrement impactés par ce déséquilibre, condamnés à exporter toujours plus pour accumuler les dollars de réserve en vue de maintenir la valeur de leur propre monnaie, et, dans de nombreux cas, assurer le paiement (en dollars) du service de leur dette nationale. La politique du dollar fort est maintenue par les administrations successives parce qu'elle permet de maintenir le niveau d'inflation au plus bas par le biais des importations bon marché, tout en rendant les valeurs américaines peu accessibles aux investisseurs étrangers.

Or, l'Etat chinois après avoir investi pendant des décennies ses dollars de réserve dans l'achat de bons du Trésor US (acquérant ainsi près de 5% de la dette US, 1110 milliards de dollars), a commencé à vouloir acquérir (via les entreprises d'Etat et des fonds souverains chinois) des entreprises transnationales US, dans les secteurs clés de l'énergie, de la haute technologie et des télécommunications. Le gouvernement américain (Congrès et administration, avec l'établissement d'une instance spéciale de surveillance des investissements étrangers au sein du Trésor US) s'y est fermement opposé, et les Chinois ont commencé à désinvestir des Etats-Unis — les investissements chinois sont passés de 46,5 milliards de dollars en 2016 à 5,4 milliards de dollars en 2018, l'Etat chinois ayant imposé un contrôle des capitaux strict. L'administration US accuse notamment la Chine de manipuler son taux de change pour affaiblir le yuan face au dollar (en août 2019 le Département du Trésor US qualifie la Chine de « currency manipulator »)¹⁴. Il est maintenant question de décoter certaines entreprises chinoises de Wall Street si celles-ci ne font pas toute la transparence sur leurs pratiques mercantiles et financières. Les Congressmen évoquent ouvertement la nécessité de limiter l'accès de la Chine au marché US des capitaux et des innovations technologiques qui vont avec¹⁵.

Dans cette guerre des capitaux les Etats-Unis demeurent aujourd'hui difficilement atteignables étant donné le rôle hégémonique du dollar. La Chine peut certes utiliser le troc de devises avec ses partenaires commerciaux, mais le yuan ne peut être ni une monnaie de réserve ni être échangé librement sur le marché global. Qui plus est la Banque centrale chinoise se voit obligée d'intervenir pour maintenir la valeur du yuan à un niveau faible par

¹⁴ « The U.S. Labeled China a Currency Manipulator. Here's What It Means », *New York Times*, 6 August 2019, <https://www.nytimes.com/2019/08/06/business/economy/china-currency-manipulator.html>

¹⁵ Il y a 159 firmes chinoises cotées à Wall Street pour une capitalisation totale de 1100 milliards de dollars.

Trump administration considers hitting China's Wall Street connections, *Politico*, 27 september 2019, <https://www.politico.com/news/2019/09/27/trump-china-wall-street-006459>

rapport au dollar pour poursuivre la croissance fondée sur les exportations. Si elle cessait de « corriger » la valeur du yuan, la Chine verrait ses exportations fortement baisser, entraînant le chômage de masse et la crise sociale — et par la même occasion une récession mondiale sans précédent, car si la Chine n'exportait plus elle ne pourrait plus importer non plus, or elle représente aujourd'hui le tiers de la croissance mondiale.

Mais dans cette guerre des capitaux, la Chine présente un risque pour l'hégémon US en ce qu'elle remet en question un système qui pourrait être qualifié de parité dollar-dette US (bons du Trésor) à des taux d'intérêt proche de zéro. La Chine indique qu'elle veut pouvoir disposer de ses dollars de réserve en achetant des biens US, autres que les traditionnels investissements immobiliers, à savoir des entreprises produisant des biens à haute valeur ajoutée et ayant une portée globale. Elle se heurte à la même position américaine du milieu des années 1970 quand les pétro-producteurs ayant perdu toute garantie avec la fin de la parité dollar-or ont voulu investir leurs dollars dans des entreprises américaines, Washington leur a opposé un veto et en retour les a autorisé à augmenter le prix du baril et créer un cartel (OPEP). Dans le cas actuel de la Chine, Washington lui propose en retour la possibilité de continuer à exporter (et maintenir la croissance, et ne pas avoir des millions de chômeurs/révoltés, etc.). Donc on comprend que tant que la Chine n'est pas en mesure d'avoir une économie fondée sur la croissance de son marché intérieur, et sur les nouveaux marchés « captés » par ses projets transcontinentaux de type Route de la soie (Belt and Road), et qu'elle n'a pas développé et rationalisé son secteur bancaire et des entreprises à portée globale, elle ne sera pas en mesure de proposer un système alternatif qui devra, quoiqu'il en soit, être approuvé par l'ensemble de la communauté internationale. En attendant les Etats-Unis utilisent leur endettement pour financer leur avance techno-militaire, désormais en quête de la rupture asymétrique.

La quête de la rupture asymétrique techno-militaire

Depuis la fin de la guerre froide les Etats-Unis modernisent et réforment leurs structures de forces, réorientent les doctrines et étendent la portée globale de leurs capacités combattantes dans l'ensemble des domaines (air, terre, mer, espace exo-atmosphérique, cyber espace), en quête de la « rupture », la « percée » (*breakthrough*) stratégique qui leur permettrait de conserver leur avance techno-militaire caractérisée par la supériorité asymétrique. Traditionnellement, du temps de la guerre froide, le concept « supériorité asymétrique » a été utilisé pour désigner les capacités nucléaires et aérospatiales, il est devenu le concept central pour caractériser la stratégie militaire à partir du milieu des

ÉTUDES & ANALYSES du FORUM TRANSITIONS

années 1990. La codification de la transformation a dès lors adopté plusieurs discours et méthodologies aboutissant au modèle RMA (*Revolution in military affairs*)¹⁶ qui, à l'horizon 2030, établirait un environnement informationnel et opératif optimisé par la réticulation (*net-centric*) et des modes opératoires basés sur les effets (*effects-based*)¹⁷, avec la possibilité dans un horizon post-2035 du décrochage par rapport à tout compétiteur pair.

La supériorité asymétrique, appliquée par le passé de façon circonstancielle dans ses aspects « grande tactique », s'élève donc aujourd'hui à un rang stratégique. Visant une optimisation de la liberté de manœuvre et de la maîtrise du temps et de l'espace, elle dépend du développement d'un ensemble de capacités combinées non limitées à la technologie (dites DOTMLEPF¹⁸), notamment dans les domaines de : l'interfaçage machines-à-machines, avec et sans pilote, de surface et spatiales ; la fusion des données, la connaissance partagée en temps-réel de la situation opérationnelle ; la guerre de l'information défensive et offensive, protection des systèmes informationnels et spatiaux critiques ; logistique avancée, etc. Les divers documents de doctrine et de vision prospective valident l'asymétrie comme un concept qualifiant la stratégie américaine et non pas seulement comme la stratégie potentielle d'acteurs pairs, hybrides (combinant les capacités conventionnelles, irrégulières et cyber), ou irréguliers (recourant à la terreur, l'insurrection, le crime organisé et les ADM).¹⁹

La transformation s'opère aujourd'hui sur la base d'un redéploiement capacitaire global, visant une posture opérationnelle globalement intégrée — via les *globally integrated*

¹⁶ RMA est concept qui a émergé dans les années 1980 face aux progrès technologiques intégrés aux applications de défense (numérisation, miniaturisation, précision, *stand-off* (tirer à distance de sécurité), furtivité, fusion des données, interfaçage homme-machine, etc.) qui accroissent les facteurs multiplicateurs de force pour soi mais également les possibilités d'anti-accès pour les systèmes adverses. La RMA met en lumière la nécessité de l'intégration poussée entre civil et militaire (« civilianisation »), car : d'une part le militaire n'est plus le moteur de la domination technique — il a perdu son rôle entraînant sur les applications civiles dans les nouveaux pôles de développement industriel issus de l'informatique et des télécommunications —, d'autre part la multiplication des types de conflits implique une rationalisation de la décision par l'intégration interagences gouvernementales, la collaboration avec les ONG, l'externalisation des fonctions logistiques et de surveillance à des compagnies de sécurité, le recours à méthodes entrepreneuriales dans la gestion des moyens, etc.

¹⁷ Le combat *effects-based* rejette le schéma de l'accumulation d'effets tactiques pour le succès opérationnel (la « grande tactique »), et vise la production d'effets parallèles et simultanés pour aboutir à la désorientation et la rupture du système adverse. La condition du combat *effects-based* est la maîtrise des frictions dans son propre système.

¹⁸ doctrine, organization, training, materiel, leadership and education, personnel, facilities

¹⁹ C'est le cas des documents de doctrines jusqu'en 2014, et depuis 2014 on trouve la notion de supériorité asymétrique essentiellement dans les documents de vision du futur des différentes armes. Extrait du document présentant la doctrine stratégique, la Revue quadriennale de défense: « The most stressing interpretation of the strategy calls for defending the homeland while conducting simultaneous defeat and deny campaigns. When measured against high- to mid-intensity operational plans, executing this combination of contingencies simultaneously would be higher risk with the QDR [Quadrennial Defense Review] force. To mitigate potential risks, we are currently reviewing our operational plans to ensure we have fully leveraged intelligence capabilities to see approaching threats early enough to ensure our asymmetric capabilities will be fully integrated into operational approaches, and that we have optimized our overseas posture to shorten response and logistics timelines. » *Quadrennial Defense Review 2014*, Department of Defense, 3/ 2014, p. 62.

ÉTUDES & ANALYSES du FORUM TRANSITIONS

*operations*²⁰ — et de la rupture dans l'optique du « 3^{ème} offset ». Exposée par le secrétaire à la Défense Chuck Hagel en novembre 2014, la stratégie du 3^{ème} offset vise à compenser (*offset*) les avancées (symétriques et asymétriques) des compétiteurs pairs par un effort d'innovation, selon le schéma historique en œuvre depuis la guerre froide. Dans les années 1950 les Etats-Unis en vue de compenser leur infériorité en capacités conventionnelles face à l'Union soviétique ont développé leur arsenal nucléaire ; dans les années 1970, quand l'URSS est arrivée à parité nucléaire, le Pentagone a mis en place un programme visant à créer un 2^{ème} offset à partir des nouvelles technologies numériques, des capacités avancées telles les munitions à guidage précis, les avions furtifs, les plateformes ISR (intelligence/renseignement, surveillance, reconnaissance). Hagel proposait alors d'engager les Etats-Unis vers le 3^{ème} offset par une initiative d'innovation capacitaire, *Defense Innovation Initiative*, concentrée sur les domaines de la robotique, des systèmes autonomes, de la miniaturisation, du big data, des moyens avancés de fabrication comme l'imprimante 3D.²¹ Le sous-secrétaire à la Défense en charge de l'acquisition Bob Work avait alors qualifié cette stratégie du 3^{ème} offset de « dissuasion conventionnelle » fondée sur l'innovation²².

On voit donc bien comment le champ de la stratégie se globalise à l'ensemble des domaines géophysiques et sociaux — air-terre-mer-espaces exo-atmosphérique et cyber ; intégration civilo-militaire ; rôle moteur de l'innovation (donc des capitaux)²³. Il faut désormais interroger le débat stratégique américain en dépassant le simple questionnement sur les

²⁰ Les opérations globalement intégrées impliquent des capacités logistiques, de C4ISR (commandement, contrôle, communications, computers, renseignement, surveillance, reconnaissance), de synergies interarmes et transdomaines (air-terre-mer-espace exo-atmosphérique-cyber) optimisées, et le maintien de : un arsenal nucléaire modernisé ; la défense antimissile et anti-cyberguerre — via une architecture d'alerte basée dans l'espace et sur terre, l'ISR(intelligence/renseignement, surveillance, reconnaissance), les intercepteurs (Ground Based Interceptors) et la cyberforce (Cyber Mission Force) — ; une présence de l'avant rationalisée.

²¹ Secretary of Defense Chuck Hagel, Ronald Reagan Presidential Library, Simi Valley, Nov. 15, 2014 <https://www.defense.gov/News/Speeches/Speech-View/Article/606635/>

²² La dissuasion conventionnelle est fondée essentiellement sur cinq fonctions innovatrices majeures :

- les machines à apprentissage automatique (*learning machines*) : combinant IA et autonomie, à des fins de réponse instantanée contre les cyberattaques, les attaques électroniques, les attaques contre les architectures spatiales et missilières ;
- les systèmes collaboratifs homme-machine : combinant les systèmes computationnels avancés et la visualisation à des fins d'aide à la décision ;
- les opérations humaines assistées : permettant le plugging optimal des soldats au réseau combattant ;
- le partenariat homme-machine au combat : créant des nouvelles formes d'interaction entre plateformes avec et sans équipage ;
- les armes autonomes intégrées au réseau : des systèmes branchés (plugged in) sur le réseau du C3 (commandement, contrôle, communications).

The Third U.S. Offset Strategy and its Implications for Partners and Allies, Speech Delivered by Deputy Secretary of Defense Bob Work, Willard Hotel, Washington, D.C., Jan. 28, 2015, <https://www.defense.gov/News/Speeches/Speech-View/Article/606641/the-third-us-offset-strategy-and-its-implications-for-partners-and-allies/>

²³ Rappelons que le Pentagone finance depuis des décennies de nombreux projets de recherches des grandes universités américaines, et que de plus en plus de partenariats sont créés avec des entreprises qui ne sont pas dédiées à la défense mais aux nouvelles technologies, notamment les grandes entreprises GAFAM, ainsi Amazon et Microsoft (Google s'est retiré du projet) collabore au Project Maven consistant à « arsenaliser l'intelligence artificielle » (créer des armes autonomes).

nouvelles formes de la guerre — les guerres périphériques hybrides, et la guerre globale/totale à l'ère informationnelle qui prend des formes de l'affrontement (dissuasif-préemptif) capacitaire permanent. Il faut en effet reposer la question du statut et de la posture de la guerre permanente au sein de la stratégie américaine et par conséquent au sein des relations internationales. De nombreux observateurs se demandent si nous n'assistons pas à une reprise de la guerre froide. Il faudrait plutôt se demander si elle n'a jamais cessé, prenant des formes préemptives quand à un moment donné les Etats-Unis n'ont plus eu d'adversaires pairs. On peut aussi se demander si la figure de la guerre froide (i.e. de la guerre permanente contenue au centre et explosive dans les périphéries) est en soi une aberration, un facteur-risque intenable sur le long terme. Certes la guerre est immanente au politique et donc demeure telle une menace permanente dans les relations interétatiques (voire intraétatiques dans les Etats peu consolidés)²⁴. Cependant l'absence de structures de dialogue politique pour normer et contrôler le développement et le déploiement des systèmes d'armes, pour imposer la transparence quant aux intentions en cas d'intervention dans les conflits de la périphérie, pour limiter les stratégies globales de l'Intelligence (renseignement, surveillance, cyberguerre, recours aux armes autonomes, etc.), risque de mener à une escalade incontrôlée.

Vers une récession de l'hégémonie?

Le fondement de la reproduction de l'hégémonie des Etats-Unis est donc l'acquisition des capacités de la supériorité asymétrique qui leur garantirait l'avance sur tout compétiteur, dans un contexte global où s'intègrent tous les niveaux de puissance (économiques, technologiques, financiers, militaires, géopolitiques) selon des modes complexes, adaptatifs et préemptifs. Historiquement une puissance hégémonique ne se constitue pas en un centre de décision et régulation juridico-politique du système-monde (ce n'est pas une gouvernance mondiale), c'est plutôt le résultat d'une situation historique où il y a concordance entre la préservation du système-monde et la défense des intérêts de l'hégémôn. Or on peut s'interroger sur la nature des « services » que les Etats-Unis rendent aujourd'hui au système-monde. Le dollar, monnaie de compte internationale, est désormais, par le biais de la « parité » dollar-dette US, un moyen pour Washington de faire financer par le reste du monde sa politique étrangère et militaire d'intervention préemptive et sa quête vers la rupture techno-militaire. C'est devenu également un outil pour de facto

²⁴ Selon Clausewitz : La guerre ne peut en aucun cas se substituer à la politique car elle est « continuation de la politique par d'autres moyens », « un véritable instrument politique, une poursuite des relations politiques, une réalisation de celles-ci par d'autres moyens », *De la guerre*, 1ère partie, Livre 1, Chapitre 1, les Editions de Minuit, p. 67.

contraindre le monde entier à appliquer des régimes de sanctions — même la Chine n'a pas été en mesure de résister aux sanctions appliquées à l'Iran, se voyant contrainte (au vu des sanctions contre les acteurs bancaires et d'assurance chinois), début octobre 2019, d'abandonner des projets majeurs d'investissement dans les secteurs gazier (champ de South Pars, 5 milliards de dollars) et pétrolier iraniens (champ de Yadavaran, 3 milliards de dollars)²⁵.

On peut également se demander si le repli des Etats-Unis dans des positions de défense de leurs stricts intérêts de puissance au détriment du fonctionnement politiquement régulé du système-monde, ne signifie pas la fin du modèle historique de l'hégémonie mondiale au profit d'un système de l'hypercompétitivité entre puissances globales. Il faut prendre en considération que ce changement de paradigme post-hégémonique s'opère dans un schéma plus large où c'est finalement la puissance de l'Occident dans son ensemble qui connaît aujourd'hui un déclin relatif — relatif à l'émergence de nouvelles puissances dans le cadre de la globalisation, et non pas dû à des paramètres endogènes, tels le recul de la cohésion socioculturelle ou le collapsus démographique. À l'heure où le centre de gravité de l'économie-monde glisse vers l'Asie, on peut se demander si l'Occident en tant qu'ensemble géopolitique ne va pas se fissurer à nouveau. Ainsi la Grande-Bretagne, en choisissant de sortir de l'Union Européenne et de s'affranchir de toutes ses normes juridico-économiques (pour se diriger vers un système « *low tax, low regulations, low public spending* » et éventuellement devenir un hub logistique et financier global), se rapproche aujourd'hui de la Chine — à travers le développement du partenariat stratégique dit « golden era ». Le rééquilibrage géoéconomique global pourrait à terme se traduire par une montée en puissance géopolitique et normative pour la Chine et les autres émergents, et entraîner un réajustement des rapports de force internationaux. Et c'est ce réajustement que les Etats-Unis souhaitent repousser le plus longtemps possible, pariant sur la possibilité de maintenir leur avance dans une configuration hypercompétitive et asymétrique — configuration qui, de toute évidence, ne va pas dans le sens d'une réorientation des modes de production et de relations interétatiques vers moins de destruction environnementale, d'échanges inégaux et d'ingérences violentes.

²⁵ Benoit Faucon, « China Pulls Out of Giant Iranian Gas Project », *Wall Street Journal*, October 6 2019. <https://www.wsj.com/articles/china-pulls-out-of-giant-iranian-gas-project-11570372087>

A propos de l'auteur : Saïda Bédar est sociologue experte des questions stratégiques, elle est directrice de la société *Géostratégie Analyses* et co-directrice du think-tank associé *Forum Moyen-Orient*

Pour citer l'article : Saïda Bédar, « La globalisation et la reproduction de l'hégémonie des États-Unis », *Études & Analyses*, Octobre 2019, <https://www.geostrategie-analyses.com/wp-content/uploads/2025/10/ETUDES-ANALYSES-Octobre-2019.pdf>